



AfriFOODlinks

SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS

L'alimentation est Urbaine

Comment les villes façonnent-elles les systèmes alimentaires et comment ces systèmes influencent-ils la vie, la santé et les possibilités des populations urbaines ?

La mise en évidence d'éléments tels que les marchés, les infrastructures et la gouvernance révèle les liens vitaux entre la vie urbaine et le système alimentaire. Les gouvernements locaux disposent ainsi de repères précis pour passer à l'action.



Marchés alimentaires urbains

Les marchés alimentaires urbains constituent l'un des principaux éléments de l'infrastructure sur laquelle repose le système alimentaire urbain en Afrique. Les marchés alimentaires urbains sont des établissements locaux de l'économie alimentaire qui proposent une variété de produits alimentaires et non alimentaires, offrent des possibilités d'emploi et se caractérisent par un service personnalisé, des prix négociables et des rôles culturels et sociaux importants. Plus de 80 % des aliments consommés dans les villes en expansion du continent transitent par ces marchés alimentaires. Les commerçants, les agriculteurs, les vendeurs et les clients participent tous aux marchés alimentaires

urbains, dont le chiffre d'affaires est estimé entre 200 et 250 milliards USD par an dans toute l'Afrique.

Ces systèmes de vente au détail de produits alimentaires en milieu urbain ont tendance à être très informels, les petits vendeurs de produits alimentaires constituant une source vitale de nourriture pour la plupart des résidents urbains en Afrique et fournissant des moyens de subsistance à beaucoup d'entre eux, en particulier les femmes. Cependant, ces centres animés entraînent souvent des embouteillages, créant des perturbations qui suscitent des discussions sur la délocalisation des marchés.

La pression foncière joue également un rôle, car ces marchés occupent des espaces urbains de premier ordre qui peuvent intéresser des promoteurs qui ne tiennent pas compte de la sécurité nutritionnelle.

Les gouvernements locaux ont généralement un mandat clair en matière de gestion des marchés et de réglementation du commerce alimentaire informel. Ils ont également un mandat d'aménagement de l'espace et de zonage qui devrait dicter comment et où les supermarchés peuvent s'étendre. Grâce à ces deux éléments, ils ont la capacité de façonner les systèmes alimentaires urbains.



Vendeurs ambulants

Les vendeurs de rue s'installent le long des principaux axes de transport, des routes et dans les quartiers informels, offrant commodité et accessibilité. Ils sont souvent appréciés par les personnes à faibles revenus en raison de leurs relations personnelles avec les commerçants, de leur offre de denrées alimentaires en petites quantités et, parfois, des possibilités de crédit qu'ils offrent. Ces vendeurs apportent la nourriture directement dans les zones résidentielles et les centres de transport, ce qui leur permet de réduire les déplacements coûteux vers les grands marchés.

Supermarchés

Les supermarchés se développent dans de nombreuses villes africaines, ils constituent une source importante de nourriture, principalement des produits transformés et importés, mais certains proposent également des produits frais. Bien qu'ils puissent évincer les petits commerces informels, il est courant de voir des vendeurs informels opérer à proximité ou juste à l'extérieur. Les supermarchés font leur apparition dans certaines régions, mais restent inaccessibles à une grande partie de la population urbaine et ne desservent pas nécessairement la majorité.





Enfants et jeunes

La population jeune croissante des villes africaines est confrontée à des défis importants, notamment la pauvreté et le chômage, qui pèsent sur la qualité de l'alimentation des ménages en raison de la forte dépendance à l'égard d'un nombre réduit de personnes actives. Si certains jeunes qui en ont les moyens peuvent suivre les tendances alimentaires façonnées par la publicité qui met en avant les aliments transformés et les fast-foods en tant que produits à la mode, cela peut avoir des conséquences négatives sur la santé. Cependant, l'engagement des jeunes dans le système alimentaire commence bien plus tôt, en particulier au cours des 1 000 premiers jours de la vie, période critique où un accès insuffisant à des aliments nutritifs peut avoir de profondes répercussions sur le développement à long terme et le potentiel futur. Les jeunes peuvent devenir de puissants agents de changement s'ils sont mieux éduqués et s'ils participent activement à l'élaboration de systèmes alimentaires urbains plus sains.

Systemes de soins de santé

L'une des principales conséquences d'une mauvaise gouvernance alimentaire en milieu urbain est l'impact négatif sur la santé, qui affecte les personnes tout au long de leur vie de différentes manières. Ces problèmes contribuent à la transition nutritionnelle, c'est-à-dire à l'abandon des régimes alimentaires traditionnels au profit d'aliments plus transformés et moins sains, ce qui entraîne de graves conséquences pour la santé et des implications sociétales à long terme. Cette situation est vécue différemment par les divers groupes de la ville, les habitants des quartiers informels étant confrontés aux défis les plus importants et aux conséquences les plus néfastes. L'une des principales caractéristiques de la transition alimentaire en milieu urbain n'est pas simplement le manque de nourriture, mais aussi le fait que les mauvais types d'aliments sont de plus en plus présents en trop grande quantité. Les villes sont donc confrontées au double défi de la faim, de la malnutrition mais aussi de l'obésité.

Dans de nombreux pays, les ministères de la santé sont responsables des campagnes de santé et de nutrition, mais ils n'ont pas forcément de responsabilité directe dans les systèmes alimentaires. Ce décalage peut entraver la coordination des efforts visant à résoudre efficacement les problèmes de santé liés à l'alimentation. Par exemple, en Afrique du Sud, où la moitié des adultes sont aujourd'hui en surpoids ou obèses, la stratégie nationale de santé continue de qualifier les maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation de « maladies liées au mode de vie », ce qui implique que les mauvais choix alimentaires sont une question de mode de vie individuel, plutôt que de les reconnaître comme un problème de pauvreté lié à un accès limité à des aliments accessibles et nutritifs.





Alimentation en milieu scolaire

Les services sociaux, tels que les programmes de repas scolaires, jouent un rôle essentiel dans l'aide apportée aux enfants issus de ménages à faibles revenus. En fournissant des repas nutritifs à l'école, ces programmes améliorent non seulement la nutrition des enfants, mais encouragent également l'assiduité scolaire, contribuant ainsi à prévenir le décrochage des enfants qui seraient susceptibles de quitter l'école en raison de l'insécurité alimentaire.

Actuellement, la distribution de repas à l'école est relativement faible dans la plupart des villes africaines, mais l'attention croissante portée à l'importance de fournir des repas aux enfants dans les crèches et les écoles commence à faire évoluer la situation. En raison des coûts élevés associés à ces programmes, les efforts visant à étendre la couverture des repas scolaires sur le continent nécessitent une collaboration étroite entre les gouvernements locaux et nationaux ainsi que les parents, les donateurs et les acteurs du secteur privé.

Agriculture urbaine

La production alimentaire urbaine fait référence à la production d'aliments, tels que les cultures et le petit bétail, à l'intérieur des frontières urbaines. Cela englobe des initiatives telles que les jardins communautaires et scolaires, l'agriculture dans les arrière-cours et sur les toits, ainsi que d'autres méthodes novatrices permettant de cultiver des aliments dans des espaces limités. Si l'agriculture urbaine peut compléter les sources d'alimentation rurales et parfois améliorer la nutrition, son impact varie considérablement d'une ville à l'autre. Par exemple, dans des villes comme Le Cap, Windhoek, Tamale et Lusaka, la production alimentaire urbaine n'a pas contribué de manière significative à l'approvisionnement alimentaire global.

Les campagnes officielles en faveur de l'agriculture urbaine, même si elles sont bien intentionnées, peuvent involontairement faire porter la responsabilité de la lutte contre l'insécurité alimentaire urbaine sur les personnes souffrant de la faim et de la pauvreté, au lieu d'inciter les gouvernements locaux à prendre des mesures décisives pour protéger et soutenir les populations vulnérables. En effet, certaines études ont montré que les agriculteurs urbains font partie des habitants des zones urbaines qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire. Pour être efficaces, les efforts en matière d'agriculture urbaine doivent être soutenus par des politiques qui améliorent réellement l'accès à la nourriture, plutôt que d'en détourner la responsabilité.





Infrastructures aménagées

Les infrastructures urbaines - transport, énergie, eau, assainissement et gestion des déchets - déterminent comment, où et quels produits alimentaires sont accessibles et consommés. Des systèmes de transport fiables sont essentiels pour une distribution rapide des aliments ; des systèmes médiocres entraînent des retards et des pertes accrues de nourriture. L'accès à l'énergie, y compris l'électricité pour la réfrigération et la cuisson, influence les choix alimentaires des ménages, tandis que l'eau propre et l'assainissement sont essentiels à la sécurité alimentaire sur les marchés, dans les foyers et dans les institutions. Une gestion efficace des déchets permet de garder les marchés propres, de réduire les parasites et de protéger la qualité des aliments.

Les gouvernements locaux sont généralement chargés de la mise en place des infrastructures, tandis que les systèmes alimentaires relèvent souvent de la compétence des comtés, des provinces ou des pays. La mise en évidence du lien entre l'alimentation et l'infrastructure peut contribuer à valoriser et à justifier le rôle des gouvernements locaux dans le soutien des systèmes alimentaires.

Les recherches récentes confirment que l'accès aux infrastructures est un facteur important de la sécurité alimentaire dans les villes africaines.



Infrastructures sociales

L'infrastructure sociale joue un rôle crucial dans le soutien aux membres des sociétés urbaines inéquitables. Ces structures, telles que les groupes d'épargne et de crédit, permettent aux acteurs des systèmes alimentaires à petite échelle d'accéder à des capitaux essentiels et aux membres de mettre en commun leurs ressources pour acheter de la nourriture - généralement des denrées non périssables - en vrac pour leurs ménages. Bien qu'ils soient essentiels au fonctionnement des systèmes alimentaires urbains, ces systèmes informels sont souvent négligés, sous-évalués et écartés des considérations politiques officielles.





Gouvernance alimentaire

Les modes actuels de gouvernance alimentaire doivent faire l'objet d'une réflexion approfondie ; les systèmes alimentaires urbains doivent être activement gouvernés et non pas laissés au hasard. Les mandats des gouvernements locaux permettent la gouvernance alimentaire, en particulier la gestion des processus, des acteurs et des services du système alimentaire au sens large, tels que la vente d'aliments, les infrastructures, le soutien au marché, l'eau et l'assainissement, les services d'appui et les transports. Toutefois, l'absence d'une gouvernance ciblée peut avoir des conséquences graves et à long terme sur la durabilité et l'efficacité des systèmes alimentaires urbains.

Outre la gouvernance formelle, les systèmes informels jouent un rôle crucial, en particulier au sein des marchés alimentaires. Les associations de commerçants, par exemple, contribuent à la gestion des espaces de marché, à la résolution des conflits et à la gestion des déchets, des services que les autorités locales ne sont pas toujours en mesure de fournir de manière adéquate.

Les gouvernements nationaux jouent également un rôle, notamment en réglementant les prix des denrées alimentaires et en accordant des subventions, ce qui a un impact direct sur l'accès aux denrées alimentaires et leur prix. Ce rôle doit être reconnu comme faisant partie du contexte plus large de la gouvernance alimentaire.

Dans certaines villes, les chefs traditionnels peuvent être tout aussi influents, sinon plus, que les gouvernements locaux, en particulier lorsqu'il s'agit de l'attribution de terres pour les marchés. Les chefs traditionnels sont souvent les gardiens de la terre, ils déterminent l'emplacement des marchés et influencent l'accès à la nourriture par des moyens que les gouvernements locaux n'ont pas forcément.

Transferts en espèces

Les transferts monétaires, proposés par les gouvernements et les organisations non gouvernementales caritatives, sont essentiels pour aider les groupes vulnérables à accéder à la nourriture. Les chèques alimentaires, les subventions en espèces et le financement des cuisines collectives améliorent la sécurité alimentaire en apportant un soutien direct aux personnes dans le besoin.

Les aides sociales peuvent prendre de nombreuses formes et s'adresser à différents groupes de la société. Parmi les exemples les plus courants, on peut citer les pensions de retraite pour les personnes âgées, les allocations familiales pour les parents de jeunes enfants et les transferts d'argent d'urgence aux familles à la suite de catastrophes ou de crises particulières.





Systemes logistiques

Les marchés de gros situés dans les métropoles servent de plateformes centrales pour la distribution alimentaire dans les zones urbaines. Les denrées alimentaires provenant des régions métropolitaines et environnantes sont acheminées vers ces marchés, où elles sont ensuite distribuées aux marchés formels et informels de la ville.

Aide alimentaire directe

Les filets de protection sociale jouent un rôle crucial en aidant les individus et les familles à gérer les risques et à faire face à la précarité économique, en offrant une protection contre la pauvreté et l'inégalité tout en créant des opportunités. Ces programmes apportent un soutien ciblé aux groupes vulnérables, notamment les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les enfants orphelins et d'autres populations défavorisées, en leur garantissant l'accès aux biens et services essentiels et en prévenant la misère.

Parmi les exemples de filets de protection sociale, on peut citer les colis alimentaires, l'aide alimentaire d'urgence fournie par des organisations telles que la Croix-Rouge ou le Programme alimentaire mondial, ainsi que d'autres formes d'aide aux communautés dans le besoin. Ceci met en évidence la distinction entre les filets de sécurité sociale et les subventions, les transferts d'argent et les autres services sociaux.

Si les programmes d'aide alimentaire d'urgence sont souvent gérés par de grandes organisations internationales, les populations locales et les ONG jouent également un rôle important dans la fourniture d'une aide alimentaire locale aux communautés vulnérables. Les efforts locaux sont souvent menés par des bénévoles et offrent un soutien très rentable en raison de leur nature simple et décentralisée.





AfriFOODlinks



Funded by
the European Union



Coordinated by
ICLEI Africa

Partenaires du projet



African Population and
Health Research Center



AGRICULTURAL RESEARCH
FOR DEVELOPMENT

